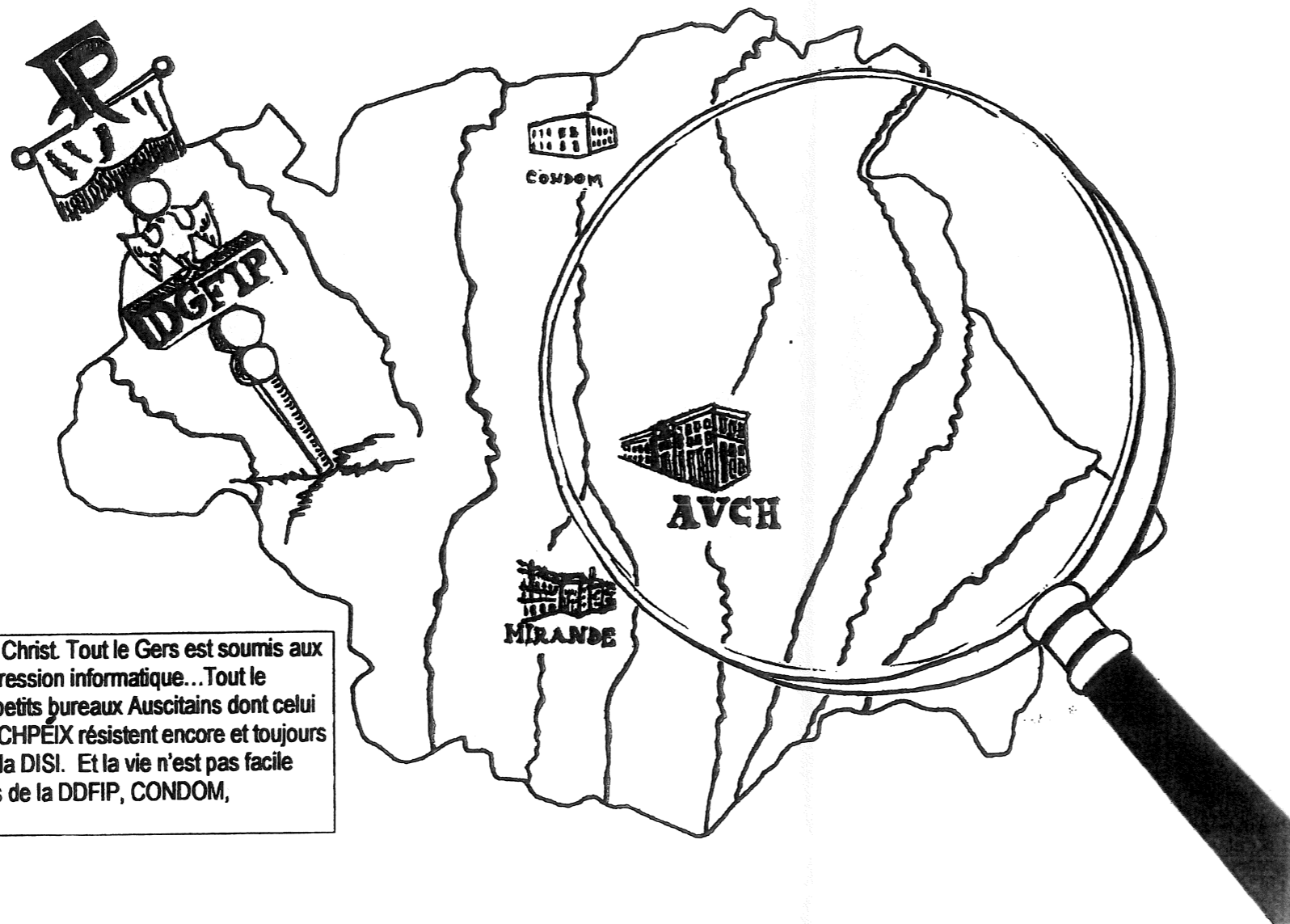


UNE AVENTURE D'ACHPEIX LE GERSOIS



Nous sommes en 2014 après Jésus Christ. Tout le Gers est soumis aux mêmes restrictions en matière d'impression informatique... Tout le Gers ? Non ! Un certain nombre de petits bureaux Auscitains dont celui occupé par l'irréductible Gersois ACHPEIX résistent encore et toujours aux prescriptions de la DGFIP et de la DISI. Et la vie n'est pas facile pour les agents dans les autres sites de la DDFIP, CONDOM, MIRANDE, ST-CLAR, JEGUN...

Selon que vous serez puissant ou misérable...

La DDFIP et la DISI nous le rappellent depuis suffisamment longtemps pour que ça finisse par entrer dans nos cervelles obtuses d'agents des finances publiques: il faut que l'agent des finances publiques apprenne à se passer des imprimantes individuelles.

C'est d'autant plus facile à accepter que la mise à disposition d'imprimantes individuelles ne se justifie plus dans le monde du Service des Achats de l'Etat. En effet, au marché national, ne sont plus proposés que des équipements multifonctions ou des imprimantes de groupe

Du moins le croyait-on ! En réalité il suffit de faire preuve d'un peu de volontarisme et de dire s'il vous plaît pour obtenir, du Pole Pilotage Ressources, une imprimante collective à usage personnel. C'est en tout cas l'exploit (un truc à faire saliver de jalousie ses petits camarades) que vient de réaliser le responsable du SIP d'Auch. Comme l'on dit à La Française des Jeux : « 100% des gagnants ont tenté leur chance ! ». Au passage il faudra retenir la précocité de notre irréductible néo-gersois puisqu'il n'aura pas attendu deux mois depuis son arrivée dans le département, pour être croqué dans la Rapière (record en cours).

Mais notre collègue n'est pas un sujet isolé, sans doute inspiré par les derniers résistants de la Place Jean David où subsistent encore dans certains des bureaux individuels, des imprimantes jet d'encre dont le coût d'achat des consommables est pourtant prohibitif. Indépendamment des questions de surcoût budgétaire que pose le maintien de ces imprimantes individuelles, leur mise à disposition accroît par ailleurs la charge de travail des agents de la CID et du Service Budget Logistique qui n'en manquent pourtant déjà pas

A l'heure où la direction re-centralise les commandes de fournitures, resserre les cordons de la bourse pour certains, d'autres les délient. En d'autres termes, certains auront la nourriture, les autres de l'appétit... !

C'est du propre ! De la télé réalité à la réalité !

En ce début d'année et en guise d'étrennes, les personnels d'entretien du Centre des Finances Publiques d'Auch se sont vus signifier de nouveaux contrats de travail liés au changement de prestataire.

Restriction budgétaire oblige, il faut réduire les dépenses. Dans le Gers, le choix de la pénurie s'est porté sur l'entretien des locaux au travers d'une renégociation du contrat. Conséquence, le nombre d'heures d'intervention des personnels a été réduit de moitié. Leur salaire également. Mais juré, on n'y est pour rien ! C'est le prestataire dixit le Pôle ressource. Dès lors la morale reste sauve, même si la DDFIP du GERS, de par ses choix, participe activement à la précarisation de salariés déjà fragilisés par leur statut.

Les locaux n'ayant pas vu leurs surfaces réduites à dûe concurrence, le ménage est désormais effectué selon une périodicité allant du tri-hebdomadaire au mensuel voire au trimestriel suivant les tâches.

Cela ne va pas dans le sens d'une amélioration des conditions de vie au travail si chère à notre directeur général.

Et encore nous n'avons certainement pas tout vu. Pour contribuer à la quête effrénée d'économies impulsée par Matignon (50 milliard d'euros), Bercy décide de réduire entre autre, les dotations allouées aux consommables. La Rapière ne doute pas un seul instant que l'équipe dirigeante locale soit fortement mobilisée pour proposer des solutions innovantes. Pour l'instant, nous avons évité les feuilles de journaux pendues à un crochet de boucher dans les WC, ou le sac de sciure versé dans les toilettes, mais pour combien de temps ?

Encore quelques mois et quelques prescriptions supplémentaires de Bruxelles sur la réduction du déficit public, et vous n'aurez plus qu'à enfiler la blouse, les gants, vous retrousser les manches et partir à la chasse aux moutons.

D'ailleurs, ces derniers jours, un balai trainait négligemment dans les couloirs du Pôle Gestion Fiscale, comme une invite à prendre les choses en main.



La Rapière

Journal d'information de la section
CGT Finances Publiques du Gers - n° 31
mars 2014

MAP : CASSE DEPART !

Le 28 janvier dernier, Bruno Bézard a lancé son plan quinquennal 2014-2018. Les fondations ont été posées et les objectifs clairement définis.

Les DDFIP ont reçu leur cahier des charges. Le grand chantier de destruction des emplois et de démantèlement des services est lancé.

Pour la direction du GERS, les commandes ont été confiées à la MMR (mission maîtrise des risques) qui, en maître d'oeuvre zélée n'a pas tardé à constituer un premier groupe de travail « Accueil des usagers » avec des objectifs préétablis et cela va sans dire, sans communication ni concertation avec les organisations syndicales.

Ce groupe de travail a été chargé d'examiner les forces et faiblesses du département au regard des objectifs de la démarche stratégique de la DGFIP.

Sa mission était de proposer des actions à mettre en œuvre localement à l'horizon de trois ans.

Tels les godets d'une noria géante, ces groupes de travail locaux doivent alimenter la réflexion du Directeur (au cas où il serait en panne d'imagination), dresser une feuille de route pour les DDFIP transmise ensuite (fin mars pour la DDFIP du Gers) à la Délégation Interrégionale, pour in fine irriguer la démarche stratégique nationale.

Cerise sur le gâteau, chaque participant a été tenu d'apporter sa pierre à l'édifice au moyen d'un questionnaire très orienté.

Les principaux axes de la réflexion portent essentiellement sur l'e-administration, la facilitation du passage des usagers au numérique, le développement du travail à distance, le développement de « la technicité » des usagers,En d'autres termes, on demande aux agents de former les usagers avant de leur confier les clés de la maison et de ce fait d'être les commanditaires de leurs propres suppressions d'emplois.

Pour la CGT, il est hors de question de participer de quelque façon que ce soit au saccage orchestré par la MMR.

La DDFIP du GERS, à travers son bataillon, de cadres supérieurs (28 A++ et A+) représentant un effectif de 28 personnes pour 307 agents d'exécution (58 A, 146 B et 103 C) soit près de 10% des personnels est suffisamment armée pour assumer seule sa politique de destruction sans avoir besoin de solliciter la participation des agents. Sauf à considérer que ces cadres supérieurs, confinés depuis plusieurs années dans une mission de management, ne possèdent plus les connaissances techniques suffisantes pour appréhender la fiscalité, et encore moins les difficultés des agents pour sa mise en œuvre.